

Prochaines activités/actions

Manifestation nationale

28 septembre, 13h00

Montréal



Si vous désirez recevoir le P'tit MOT-DIT! directement à votre porte, faites-nous le savoir et nous vous en posterons une copie!

Samedi, 31 août 2013

13h00 à 16h00 (dîner à 12h00)

Assemblée générale annuelle
de l'ADDS (18 Charlevoix)

Proposition d'ordre du jour

1. Ouverture de l'Assemblée
2. Nomination d'une présidence et d'un secrétariat
3. Rappel des règles de procédures
4. Adoption de l'ordre du jour
5. Adoption du procès-verbal de l'AGA 2012
6. Bilan annuel 2012-2013
7. États financiers au 31 mai 2012
8. Nomination du vérificateur comptable pour 2013-2014
9. Plan d'action 2013-2014
10. Plan de lutte à la pauvreté de l'ADDS
11. Prévision budgétaire 2013-2014
12. Élection au Conseil d'administration
13. Varia
14. Clôture de l'Assemblée



Le P'tit MOT-DIT!

Journal de l'Association pour la défense des droits sociaux de Gatineau

JUILLET 2013

MAROIS ET HARPER, MÊME COMBAT! On coupe dans vos revenus pour engraisser les riches!



Résumé du journal

Le droit à l'avortement au Canada.....	2
Où est l'utopie?.....	3
Une commission bidon.....	3
G8 : Clubs privés et flics.....	4
Centrales syndicales et syndicalisme.....	5
Le LEAN dans notre système de santé.....	6-7
Calendrier de l'ADDS.....	8

Les premières coupures dans les prestations d'aide sociale annoncées en mars dernier ont été mises en vigueur depuis le 1er juillet, comme l'avait affirmé avec condescendance lors d'une conférence de presse, la ministre responsable de l'aide sociale, Agnès Maltais. Pourtant, cette dernière avait mis au défi les groupes sociaux de lui montrer qu'elle se « gourrait », en échange de quoi elle s'engageait à reculer sur sa politique d'austérité d'une violence extrême contre les plus pauvres de notre société. C'est une chose qui a été faite par des groupes communautaires, par la population, par des journalistes ainsi que par la Protectrice du citoyen. Bien sûr, la ministre Maltais fait comme si de rien n'était, comme à l'habitude. Chose encore plus enrageante, la fameuse augmentation de la prestation de base (actuellement à 604\$ par mois) promise par Agnès Maltais pour calmer les prestataires et les groupes, elle par contre, n'est pas arrivée. Ça sera annoncé en septembre, si vous croyez la ministre. Des belles vacances d'été en perspective pour plusieurs personnes qui doivent vivre avec ce revenu indécent!

stratégie : on propose une politique rétrograde, on dit à la population que nous sommes prêts à les écouter et à modifier ladite politique (parce que tsé, on vit en démocratie), et finalement, on fait exactement ce qu'on voulait faire au début en prétextant que les opposants ne nous ont pas convaincus. La question devient donc simple : est-ce possible de convaincre des fondamentalistes de l'idéologie néolibérale qui voient la pauvreté comme une conséquence de mauvais choix de vie et surtout, qui voient les mesures d'austérité comme étant une bonne chose, malgré les conséquences désastreuses sur une majorité de la population? Poser la question, c'est y répondre.

Sans avoir fait appel à des experts grassement payé par l'État, nous avons pu découvrir, dans le cadre d'activité d'éducation populaire avec des personnes subissant la pauvreté, quel montant mensuel est nécessaire pour survivre et tenter même, attention, de pouvoir vivre un peu, quelques jours pendant le mois. Ce montant, qui n'incluait pas l'achat d'une Lamborghini ou d'un manoir comme celui de Pauline Marois, se fixait à un minimum de

2000\$ par mois, donc d'un revenu annuel de 24 000\$ non-imposable. Au contraire, le gouvernement Marois coupe dans les prestations, en proposant de rencontrer individuellement les personnes qui acceptent de participer à des mesures ou des programmes d'employabilité, dans le cadre d'une politique appelé « Pour n'échapper personne ». Soyons brefs et clairs... Ce ne sont pas des rencontres qu'on veut, c'est un revenu décent pour tout le monde!

De tous les côtés, le droit à un revenu décent pour tous et toutes est bafoué. Avec le saccage de l'assurance-emploi orchestré par le gouvernement Harper, les coupures à l'aide sociale du gouvernement Marois s'ajoutent à une destruction progressive de nos derniers « filets sociaux » en matière de revenu. C'est à croire que le PQ s'ennuie déjà des conflits sociaux face à un gouvernement oppressif, anti-démocratique et rétrograde. La paix sociale tant souhaitée par le PQ ne peut durer face à ses diverses attaques contre la population, notamment les personnes les plus pauvres de la société, qui les affament, les isolent et qui ultimement, les tuent!

Pour les péquistes, c'est toujours la même

Si vous souhaitez soutenir financièrement la publication de ce journal populaire, n'hésitez pas à nous contacter ou à envoyer vos dons par la poste.

18 Charlevoix
Gatineau, Québec
J8X 1P1

Téléphone
(819)770-3839

Courriel
lutter@addsgatineau.org

LE DROIT À L'AVORTEMENT AU CANADA : JÉSUS S'Y OPPOSE!

Ce 9 mai 2013 s'est tenu, comme chaque année, la marche nationale pour la vie sur la colline parlementaire. Cette année les pro-vies étaient encore plus nombreux : entre 15 000 et 20 000 personnes, selon le « camp » des organisateurs. Malheureusement, selon le compte des 200 pro-choix (dont nous faisons parties) qui ont fait le déplacement, pour montrer que cette masse ne véhicule pas les idées de la majorité, les estimations étaient aussi larges!

Certains peuvent se dire que 200 personnes contre 20 000 constituent bel et bien une minorité. Alors oui, certes, mais c'est sans compter les nombreux passants et automobilistes, nous félicitant pour notre contre-action. Et donc sans compter tous ceux qui prennent le droit à l'avortement pour acquis et qui sont satisfaits que d'autres restent vigilants et reflètent leurs idées.



Stephen Woodworth est le député conservateur qui a déposé en juin 2012 un projet de loi privé qui voulait ouvrir le débat sur la "nature" du fœtus.

Mais qu'en est-il réellement du droit à l'avortement ici?

Au sortir de la guerre, la cause féministe et le droit à l'avortement avancent progressivement dans l'ensemble des pays occidentaux. Au Canada, cela ne s'est traduit qu'en 1988 par l'arrêt nommé Morgentaler et al. c. Sa Majesté La Reine (1 S.C.R. 30).- Excusez l'aparté, mais qu'est-ce qu'elle fou là la reine!?, du nom du médecin pro-choix qui revendiquait pratiquer des avortements alors illégaux. Après 15 ans de lutte, l'arrêt de la Cour suprême permet son acquittement sous la bannière de la Charte canadienne des Droits et des Libertés de 1982. Désormais l'avortement est protégé par la charte, mais sans réglementation véritable puisqu'aucune loi fédérale ne porte sur l'avortement. Ainsi dans la pratique c'est une décriminalisation de l'acte et non un droit acquis. Un rappel

s'impose : la décriminalisation n'implique pas l'accès à l'avortement. En témoigne encore à l'heure actuelle le cas de l'île du Prince Édouard, où il n'existe aucun service d'avortement.

Il est à noter que depuis cette date, la tendance est à une restriction plutôt qu'à la légalisation du droit à l'avortement. En effet, une 40^e Haine de projets de loi ont été déposées pour limiter voir annihiler ce « droit » à l'avortement. Et ce serait une grosse omission que de passer sous silence les nombreuses tentatives d'encadrement voire de restrictions passées devant le parlement sous le gouvernement Harper.

- 2008, projet de loi C484, « loi sur les enfants non encore nés victimes d'actes criminels ». Adopté en 2^e lecture puis rejeté
- 2008, projet de loi C537, « Protection du droit des consciences des professionnels de la santé ».
- 2010, refus de continuer à financer le droit à l'avortement à l'étranger (programme de santé maternelle et infantile).
- 2012, motion Woodworth, qui questionne le droit des fœtus et par là ceux de la mère. Rejetée par le parlement.

Cette marche consiste donc tout simplement à renier ce « droit » là, pourtant reconnu par les Nations-Unies : « Les États dont la législation nationale autorise l'avortement dans diverses circonstances doivent veiller à ce que celui-ci soit réellement accessible sans conséquences négatives pour la femme ou pour le professionnel de santé ». On est alors porté à s'interroger sur qui sont ces gens? D'où débarquent-ils? Sont-ils coincés dans un vortex des années 60 attendant le retour de Marty Mc Fly et de sa Delorean, pour repartir sur ce débat? De plus, on se questionne aussi sur les manœuvres utilisées pour mobiliser autant de monde. Pour les absents nous souhaitons juste vous faire part de la composition de ce cortège « morbide » : environ 5 000 enfants, autant de personnes âgées et le reste composé d'intégristes religieux!

Propager l'information par un site internet fonctionnel

Un bref parcours de leur site internet nous hérisse les poils (pour rester correct). En effet, nous y trouvons les informations nécessaires pour un brainwashing efficace : (1) C'est quoi la marche (2) Programme détaillé des 3 jours; (3) Publiciser la marche (FB, twitter,

newsletter); (4) Faites des dons (avec mention pour le financement des bus proposés à rabais ainsi que les bougies pour la veillée nocturne); (5) Et bien sur une publicité pour une clinique en cas de doute sur une grossesse; Et (6) pour les indécis, toute une galerie d'images-chocs, comportant 60 photos de fœtus morts (de 7 à 24 semaines), ainsi que des photos d'instruments utilisés. Ce ne serait pas leur rendre justice si on oubliait de mentionner les vidéos d'avortements. Bref un site morbide, non interdit aux mineurs, même pas une mention « moins de 18 ans s'abstenir ». À titre personnel, même en tant que pro-choix, ces images ne peuvent être que traumatisantes et déstabilisantes.

Outre leur message originel condensé dans le « Oui à la vie, non à l'avortement », cette année une innovation sémantique a vu le jour dans le thème: « Cessons le foeticide féminin ! ». Le foeticide appartient bien à la sémantique des anti-choix cependant l'ajout du caractère féminin laisse transparaitre non seulement une récupération du combat féministe, mais ajoute également une note raciste. En effet, ce débat est né au Canada suite aux propos de certains médecins qui estiment que des avortements sexo-sélectifs se produisent ici, dans certaines communautés d'origines asiatiques.

Sans rentrer en profondeur dans ce débat, il est important de rappeler que cette pratique, bien qu'étant une problématique réelle au sein de certaines cultures, trouve son origine dans la perpétuation d'une société patriarcale où la position de la femme est dévalorisée. En effet, dans ces sociétés les familles ont une préférence pour les garçons du fait de pressions économiques et sociales.

Une question se pose alors : Pourquoi ces pratiques se retrouvent au sein de notre société canadienne, terre d'accueil à l'immigration? Ne serait-ce pas parce que malgré l'immigration, ces communautés identifient ici aussi une société patriarcale, où le combat féministe a encore besoin d'être, car des nombreuses inégalités persistent entre hommes et femmes?

Bien que cela soit absent textuellement de cet article, la religion est selon nous l'instrument principal de la mise en place de ce patriarcat et de ce positionnement face à l'avortement (à suivre dans la prochaine parution!)

Amandine Cochard & EloV Plassin

QUAND LES HUMAINS SONT TRAITÉS COMME DE SIMPLES MARCHANDISES (SUITE)

Dans le concept LEAN, toute la pression de la prestation des services est mise sur le dos des travailleurs et travailleuses, qui n'ont tout simplement pas les ressources (matériel et humaine) pour assumer les tâches qui leur sont demandées. Malgré tout, on expliquera que seules les personnes sur le terrain sont responsables des problèmes vécus par les patients et patientes. Aussi, si un ou une collègue de travail ne respecte pas les demandes qu'ils ou elles considèrent comme improductives ou malsaines et qui proviennent de l'implantation du LEAN, on doit le ou la dénoncer...tsé, « tu devrais être capable de le faire, le gestionnaire nous l'a dit ». Cette culture de gestion exploite donc la culpabilisation d'employé-e-s dévoué-e-s à donner une prestation de service essentiel à la population, qui comprennent très bien qu'ultimement, ce sont les usagers et usagères qui paieront le prix de l'augmentation de la bureaucratie et de la tâche de travail qui vient avec l'instauration du LEAN. Le tout, bien sûr, afin d'augmenter la « productivité » des travailleurs et travailleuses ou encore, comme on dit en langage populaire, « Pour presser le citron jusqu'à la dernière goutte ». En plus d'intégrer un concept de client dans la prestation des services, on joue littéralement sur la santé physique et mentale des travailleurs et travailleuses.

Finalement, l'un des côtés les plus dégradants du concept LEAN, comme plusieurs concepts dans notre société actuelle, c'est qu'on demande aux travailleurs et travailleuses d'être « partenaires » dans un processus qui aura pour résultat une diminution de leur condition de travail et une augmentation flagrante de leur charge de travail, donc de participer activement à leur propre appauvrissement! Le principe est simple : on reconnaît un problème dans la prestation des services dans votre milieu de travail (par exemple, le temps d'attente pour les patients et patientes) et on vous demande de trouver une solution à partir de ce que vous avez déjà...donc, sans ressource supplémentaire. On vous dira qu'on vise une amélioration continue dans

la prestation des services, mais à partir des ressources financières existantes, voire réduites. Cette manière de faire constitue une non-reconnaissance des causes structurelles des problèmes que l'on connaît dans nos services publics de santé (sous-financement et mauvaise organisation du travail) et surtout, sert à dépolitiser le débat et donc, empêcher que le personnel embarque dans un mode « revendication », pour le garder dans un mode « collaboration ». Bien sûr, cette participation active dans le concept LEAN ne s'accompagne d'aucun pouvoir décisionnel. En bref, c'est comme une consultation publique de la ville de Gatineau...on vous consulte sur un plan déjà établi, vous donnez votre opinion, on met en branle le plan décidé avant la consultation et ce, peu importe le résultat de la consultation! De cette manière, on nous fait croire que la décision « consensuelle » vient d'un processus où tous et toutes ont participé-e-s activement et donc, qu'elle est tout à fait légitime malgré ses conséquences graves. Essayez par la suite de dire que vous n'êtes pas d'accord quand votre syndicat ou vos collègues défendent l'instauration du LEAN solidairement avec les gestionnaires.



Pour trouver des exemples concrets des conséquences de l'implantation du LEAN dans le réseau public de santé, nous n'avons pas besoin de regarder très loin. Dans la région de l'Outaouais, les ravages commencent déjà à se faire sentir. En effet, nous apprenons il y a quelques semaines qu'au moins un poste d'organisateur communautaire serait aboli par le CSSS-Gatineau et qu'en échange, 4 postes de semi-gestionnaires seront créés afin d'encadrer l'instauration du LEAN, donc de surveiller les pratiques de travail et faire des recommandations aux

gestionnaires...des « jaunes » comme on disait dans le temps. C'est aussi ce qui se passe dans les différents hôpitaux et centres de services de santé de la région où des coupures amènent une diminution de l'accessibilité aux services et une augmentation de la cadence de travail pour les travailleurs et travailleuses. Heureusement, ces derniers et dernières commencent à réagir et à s'organiser face à ces nouveaux types de gestion et d'organisation du travail qui sont tout simplement inhumains et qui voient tout service, même lorsqu'il agit de services qui se doivent d'assurer le respect de droits humains, comme une manière d'économiser de l'argent sur le dos des personnes qui ont besoin de ces services.

Le LEAN n'est pas seulement implanté dans le réseau public de santé au Québec, mais bien dans la plupart des ministères, sous diverses formes. Pour ne faire qu'un seul lien, le programme d'aide sociale subit exactement les mêmes politiques d'organisation du travail depuis plusieurs années, ce qui a eu pour résultat de couper dans les services à la population et dans les conditions de travail des fonctionnaires. Ceci devrait nous ouvrir les yeux sur l'importance de mener une lutte générale contre l'ensemble des mesures d'austérité imposées par les différents gouvernements, car elles ont toutes des conséquences extrêmement graves sur nos conditions de vie individuelles et collectives.

Si vous voulez aller plus loin dans la compréhension de la méthode LEAN, vous pouvez consulter le site web du « Comité STAT » (www.comitestat.org) qui contient plusieurs écrits critiques sur le LEAN, dont entre autres la brochure « Gestion LEAN : L'économie de la santé ». Ce comité est composé de personnes qui travaillent dans le milieu de la santé et donc, qui voient et subissent au jour le jour les conséquences de l'implantation de ce modèle de gestion dans notre réseau public de santé.

David Clément

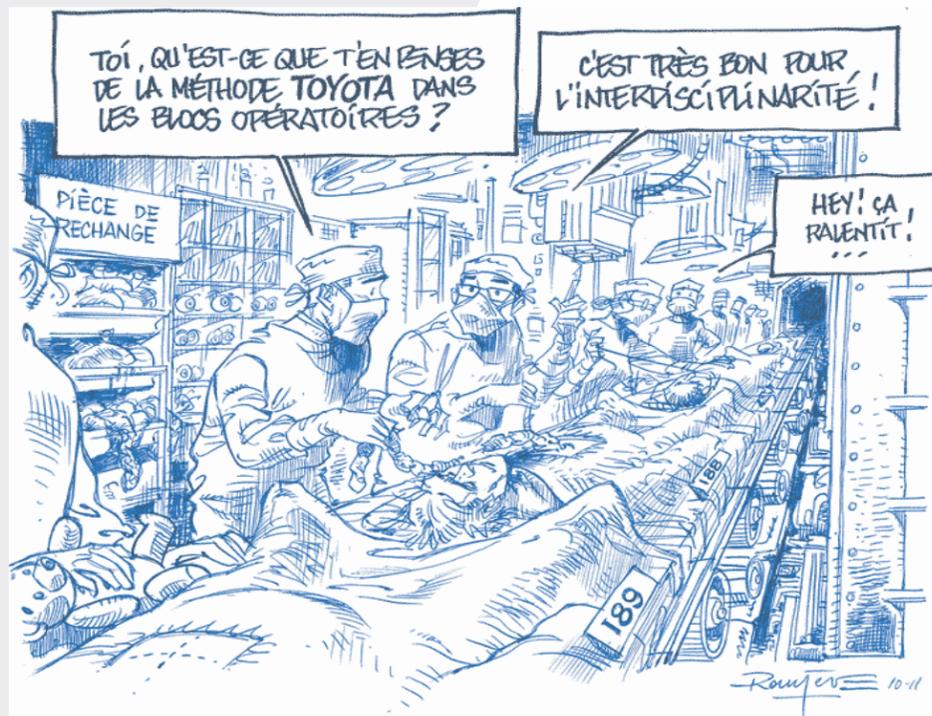
QUAND LES HUMAINS SONT TRAITÉS COMME DE SIMPLES MARCHANDISES

On l'entend tout le temps et quand on en a besoin, on peut parfois le vivre, soit le manque de ressources et de personnels dans notre système public de santé. Ça prend donc beaucoup plus de temps afin de voir du personnel soignant, qui peut sembler épuisé, stressé et pressé. Par le manque de place, on sent que les lits sont comptés et donc, que notre temps dans un milieu de soin l'est peut-être aussi. Par le manque d'équipement et d'employé-e-s, on comprend que notre système fonctionne à deux vitesses : vitesse en fonction des ressources accordées par l'État dans le public et vitesse en fonction du besoin dans le privé...si on a l'argent pour payer la facture salée! Rendue là, la vraie question est simple : comment un État riche comme le Québec peut avoir un réseau public de santé si mal en point?

Une chose est certaine, le problème ne part pas du bas (les travailleurs et travailleuses ou la population en générale), il part du haut, soit des décisions politiques du gouvernement, des gestionnaires ainsi que des administrateurs et administratrices. C'est d'ailleurs ces mêmes personnes qui mettent de l'avant une nouvelle méthode de gestion depuis quelques années, soit le concept LEAN, aussi appelé par plusieurs la méthode Toyota. Ce nouveau concept de gestion est déjà implanté dans certains milieux de santé et en implantation dans d'autres un peu partout au Québec, dont en Outaouais. Cet article tentera donc d'expliquer rapidement ce concept et surtout, ses conséquences sur le réseau public de santé ainsi que sur les conditions de travail des personnes qui y œuvrent au quotidien.

Le concept LEAN (qui veut dire « maigre » en français), provient des usines de Toyota un peu partout en Asie, mais principalement au Japon. Pour en faire la promotion, nous entendons souvent de très beaux mots pour le qualifier, soit qu'il vise une « optimisation des ressources », une « meilleure performance » ou encore, une « amélioration continue de la productivité ». Pourtant, le LEAN,

comme la plupart des concepts de gestion qui proviennent de l'entreprise privée, existe afin de satisfaire un objectif bien particulier, soit celui de la rentabilité économique d'une entreprise ou d'un service public. Ça ne vise pas une meilleure qualité du produit ou du service, ça ne vise pas des meilleures conditions de travail, ça ne vise pas une amélioration dans l'accessibilité d'un service public et ça ne vise surtout pas le respect des droits humains...le but est de faire sauver de l'argent. Ceci étant dit, on peut donc se poser la question quand on parle des services publics, qui ne sont pas là pour être « rentable », mais bien pour donner un service universel : Faire sauver de l'argent à qui et sur le dos de qui?



Une des premières attaques qui est faite au nom du LEAN, c'est la « surveillance » des employé-e-s, par une augmentation de la bureaucratie dans les tâches du personnel soignant qui doit noter minute par minute l'utilisation de son temps de travail, le tout afin de quantifier leur travail et voir s'il est possible de « s'améliorer » dans l'utilisation à « 100% » du personnel soignant. Cette manière de faire est essentielle si on veut calculer l'efficacité des soins à partir de chiffre sur les dépenses ou sur l'utilisation du temps

par le personnel...et c'est d'ailleurs à quoi ça sert! Par contre, c'est complètement stupide si on veut évaluer les soins de santé en termes de qualité et d'accessibilité des services pour la population. Ce l'est encore plus si on se soucie le moins des conditions de travail des travailleurs et travailleuses. Car, le résultat attendu par cette « surveillance », c'est la rationalisation du personnel, donc des coupures de postes dans les employé-e-s qui donnent un service. On trouvera n'importe quelle excuse pour nous faire croire que dans un hôpital, par exemple, il y a trop de personnel soignant ou de personnel de soutien, donc qu'on peut faire le même travail, sinon plus, avec moins de monde.

Il devient donc impératif de « faire le ménage » pour économiser dans les dépenses publiques, en diminuant les postes tout en augmentant la charge de travail pour les personnes qui ne sont pas coupées. Ça, c'est pour le monde qui donne des services, car de l'autre côté, le LEAN est presque toujours accompagné d'une augmentation des postes de cadres afin de coordonner l'implantation de cette nouvelle gestion. (suite à la page suivante)

OÙ EST L'UTOPIE?

DES CONDITIONS DE VIE DÉCENTES POUR TOUS ET TOUTES OU LE PARADIS POUR UNE POIGNÉE DE PARASITE? FAISONS DE NOS RÊVES, LE CAUCHEMAR DU CAPITAL!

Lorsque nos gouvernements nous parlent de la pauvreté, ils aimeraient que nous pensions qu'elle est le fait d'une catastrophe naturelle, du destin ou d'une tare personnelle. Mais si nous y regardons de plus près, nous pouvons nous demander s'ils ont vraiment à cœur le bien-être des populations.

Peu importe les causes de la misère, ils cherchent dans les fonds de secours l'aumône qu'ils pourront distribuer car : charité bien ordonnée commence par soi-même! Le commun des mortels devant trouver la force intérieure pour vivre, l'État n'étant là que pour assurer la continuité de l'espèce, en fait celle des classes sociales. Il ne faut donc pas briser l'équilibre « naturel » en donnant plus qu'il n'en faut aux démunis(e)s pour leur survie. Cette politique ne fait qu'encourager un sentiment d'impuissance ou d'apathie, dans population en général, face au nombre grandissant des personnes qui, encore hier, trouvaient impensable de se retrouver dans une situation aussi précaire et ce, pendant que les politicien(ne)s s'occupent de l'économie!

J'ai vu (Ici)

*J'ai compté leurs cents pas
Las d'attendre au froid
Une maigre pitance.*

*J'ai oublié leurs visages
Le nombre les jetai
Dans l'ombre.*

*J'ai vu les restes de repas
Tombés de la table
Pour l'Œuvre charitable...*



De la peau et des os (Ailleurs)

*Entassés dans un enclos :
Bols de riz, lait en poudre,
Otages de la foudre.*

*Un spectacle de douleur
La Bourse s'inquiète d'une rumeur
Sur un fond de surplus.*

*Le craquement d'une croustille,
Une gorgée qui pétille :
Cinéma muet pour un sourd,*

*Qui apprend à zapper
La mort à la télé
Havre pour les cadavres*

Mais comment pouvons-nous espérer bâtir une société où tous et toutes auraient une chance de se réaliser, si nous ne leur donnons pas les outils de nécessaires pour y parvenir, c'est-à-dire : un toit protecteur, de la nourriture suffisante et saine, des soins médicaux adéquats, une éducation de qualité, des loisirs et du repos réparateurs et tous autres besoins légitimes acquis grâce au travail ou à un revenu décent garanti ainsi qu'à un accès gratuit et universelle à des services sociaux de base.

Robert Marois

UNE COMMISSION OÙ LA MATRAQUE FAIT ENCORE LA LOI

La grève étudiante qui fut un des plus grands rassemblements de mobilisation sociale de l'histoire du Québec s'est traduite également par la plus grande répression que la province n'a jamais connue. Tout d'abord, les nombreuses arrestations massives et arbitraires (qui vont atteindre un record), le profilage politique, les actes de violence physique et psychologique causés par l'usage excessif de la force. Autant dire que l'image de la FORCE policière au Québec est littéralement ternie pour les générations futures. Avec cette crise sociale, des groupes de pression ont demandé au gouvernement péquiste d'établir une commission d'enquête «publique» indépendante afin que les organisations policières répondent de leurs actes.

Malheureusement, cela ne s'est pas passé ainsi, notre ministre de la Sécurité publique, Stéphane Bergeron, a fait littéralement le contraire, c'est-à-dire une commission à huit clos, et ce, sans pouvoir de contrainte afin de nous éclairer sur les événements du « printemps érable ». Selon le ministre Bergeron, les procédures publiques seraient «nuisibles» pour une enquête déontologique. Donc, autant dire que de voir des coupables dans les rangs des policiers s'effondre rapidement. De plus, la commission est présentée comme étant un moyen d'améliorer la compréhension «de la détérioration de climat social», de dégager des «constats» et ensuite de faire des recommandations. Néanmoins, le ministre rétorque en disant que : «Je demeure persuadé que la majorité des policiers et

policières ont bien agi». La cerise sur ce dessert amère est en fait qu'avant même le début des travaux, un énorme boycottage a lieu pour dénoncer cette supercherie comme l'a fait la Ligue des droits et libertés (LDL) et l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ)...même les policiers ont annoncé qu'ils ne participeraient pas aux travaux de la Commission (on se demande pourquoi?).

À quand une réelle commission d'enquête, qui condamnerait les responsables de cette violence policière et qui jetterait enfin un espoir de voir une certaine justice triompher?

François Maltais

LE G8 : CLUBS PRIVÉS ET ENTRAÎNEMENT DES FLICS

Le G8 regroupe huit pays du monde – sur 193 États membres de l'ONU – soit la France, le Canada, les États-Unis, la Russie, l'Allemagne, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni. Le G8 n'est redevable à personne, n'est aucunement transparent et est composé seulement d'une poignée de pays riches. Le Sommet de 2013 s'est tenu les 17 et 18 juin à Enniskillen, en Irlande du Nord. La reine d'Angleterre parlait de cet événement comme d'un moyen de favoriser la sécurité et la prospérité internationales. Cela fait partie d'un discours néolibéral qu'on nous sort à tout vent afin de nous faire avaler un paquet de politiques malsaines, comme les coupures dans les services sociaux, les privatisations et la présence constante des flics dans nos quartiers. Ce caucus de dirigeants néo-libéraux fut d'ailleurs protégé par des moyens faramineux, comme ce fut le cas pour le G20 de Toronto, en 2010, qui coûta extrêmement cher au gouvernement afin de réprimer les citoyen-ne-s en les empêchant, par exemple, d'entrer dans un espace public s'ils refusaient d'être fouillé, en les arrêtant s'ils refusaient de s'identifier aux flics et en violant les droits humains des

manifestants. Le dernier Sommet se trouvait donc sur un luxueux terrain de golf entouré de clôtures longues de plusieurs kilomètres, seulement pour les deux jours. La Grande-Bretagne a d'ailleurs envoyé 8000 agents de police afin d'assurer la « sécurité » dans les environs du Sommet. Les aéroports, les routes et les écoles étaient toutes et tous sujets à des mesures de sécurité. On retrouvera d'ailleurs des barrages routiers un peu partout afin d'inspecter les véhicules et ainsi éviter de possibles « attaques terroristes ». Le récent attentat de Boston fut lui aussi utilisé par le gouvernement anglais afin de justifier cet attirail. Ce dernier serait une preuve que le terrorisme est toujours présent et peut frapper n'importe quand. Les gouvernements utilisent la menace terroriste comme épouvantail afin de limiter la liberté d'expression et de manifestation. Cette préparation quasi-militaire rappelle le dernier G8 s'étant déroulé en Angleterre, en 2005, où 11 600 policiers à Gleneagles et les environs afin de mater les manifestations. Heureusement, les manifestations et les actions en marge des Sommets ne

manquent jamais. Les 17 et 18 juin se sont tenues les manifestations directement en marge du Sommet. Du 10 juin jusqu'à la fin du Sommet se sont cependant déroulées d'atroces scènes de répression brutale faite par les forces policières. Les hauts dirigeants de la police anglaise déclarent même que leurs policiers sont maintenant mieux préparés à « contrôler les émeutes ». En dehors du petit caucus de 8 dirigeants discutant de l'avenir de la planète, le G8 semble n'être rien d'autre, année après année, qu'un camp d'entraînement pour le « contrôle d'émeutes ».

Gabriel Laurin



Montréal, le 25 avril 2013

La lettre suivante a été envoyée par les cinq centrales syndicales à François Saillant (FRAPRU) qui était un des organisateurs du contingent "Assurance-emploi, Aide sociale. Deux réformes, une même logique : le cheap labour!".

Bonjour François,

Nous sommes informés que le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) convoque les médias à un point de presse samedi prochain, le 27 avril, à midi au sud de la Place du Canada, coin Peel et de la Gauchetière. Nous comprenons que l'objectif de cette conférence de presse vise à dénoncer à la fois la réforme de l'assurance-emploi opérée par le gouvernement conservateur et les coupes à l'aide sociale prévues par le gouvernement du Québec. On indique qu'il y aura un contingent regroupé sous la bannière : Assurance-chômage, aide-sociale. Deux réformes, une même logique : le cheap labour.

Après consultation de tous les membres de la coalition, nous sommes convaincus que ce message aura pour effet de faire dévier les enjeux de la bataille sur l'assurance-emploi et le message unitaire et fort que nous devons toutes et tous soutenir d'une même voix. À notre avis, même le gouvernement conservateur pourrait profiter de ce double message pour soutenir que les forces vives du Québec sont divisées sur le message qu'elles portent. Les conséquences d'une dérive médiatique sur notre message sont réelles.

C'est pourquoi nous souhaitons que votre organisation se joigne à nous pour cette manifestation, et ce, sous un seul thème unitaire et fort : Chez nous, c'est non au saccage de l'assurance-emploi. Nous vous invitons à ne pas tenir de point de presse sur tout autre message que la réforme de l'assurance-emploi afin de respecter le thème de notre campagne.

Nous comptons, cher François, sur ta collaboration ainsi que celle de ton organisation afin que nous puissions porter haut et fort un seul message.

Syndicalement,

Au nom de la Coalition québécoise contre la réforme de l'assurance-emploi

Michel Arsenault, Président de la FTQ, Jacques Létourneau, Président de la CSN, Louise Chabot, Présidente de la CSQ, Lucie Martineau, Présidente du SFPQ, François Vaudreuil, Président de la CSD

LES CENTRALES SYNDICALES CONTRE LE SYNDICALISME!

Le 27 avril dernier, une manifestation nationale a eu lieu à Montréal contre le saccage de l'assurance-emploi par le gouvernement fédéral. Plusieurs milliers de personnes ont alors marché dans les rues de la métropole à l'appel d'une coalition largement dominée par les grandes centrales syndicales québécoises. Lors de cette manifestation, une chose était évidente pour tous et toutes, les forces policières assumaient une constante surveillance, par l'intimidation, des groupes communautaires et étudiants présents dans la manifestation dans un contingent dont le slogan principal était « Assurance-chômage, aide sociale, deux réformes, une même logique : le cheap labour! ».



Ça, c'est ce qui était visible pour les personnes présentes sur place. Par contre, avant même le début de la manifestation, d'autres manigances paternalistes et corporatistes ont été utilisées afin de faire dérailler le contingent voulant dénoncer les deux réformes (aide sociale et chômage), mais cette fois, par les grandes centrales syndicales. En effet, comme le prouve la lettre du 25 avril dernier publiée dans le P'tit MOT-DIT!, les présidentes et présidentes de 5 centrales syndicales ont

demandé aux groupes préparant le contingent de 1) ne pas faire de conférence de presse 2) ne pas faire de contingent à l'intérieur de la manifestation organisée par les syndicats. Lisons un peu entre les lignes, les grands syndicats ne voulaient pas voir LEUR manifestation dénoncer les politiques de ce qu'il considère comme un allié, soit le gouvernement du Québec. Ce même gouvernement qui s'attaque aux prestataires d'aide sociale avec une violence extrême. Au final, la conférence de presse a été annulée, mais pas le contingent...ce qui a valu à ces groupes une surveillance policière accrue.

Lorsque nous regardons de plus près la lettre adressée à François Saillant, on peut constater que les syndicats bloquent littéralement le FRAPRU de toute tentative de porter un message autre que les principales centrales syndicales. Non seulement, les syndicats veulent ainsi imposer leur discours, mais aussi ils tentent de persuader ce mouvement (et probablement plusieurs autres) de leur légitimité auprès du gouvernement comme étant les seuls interlocuteurs. L'odeur qui en sort de cette lettre semble être un gros parfum à saveur corporatiste. Mais en quoi consiste le corporatisme? Il faut le voir avant tout comme un modèle d'organisation entre les intérêts civils et la structure de l'État. Le but de cette démarche est d'avoir ainsi un contrôle social et politique. Les catégories sociales privilégiées dans ce cas-ci sont en grande partie les ouvriers et les fonctionnaires. En garantissant de protéger les intérêts de ces groupes, on s'assure donc d'avoir une certaine «paix sociale». De plus, lorsqu'on comprend que les syndicats financent également les mouvements sociaux, cela leur assure évidemment un contrôle politique sur eux. Cela touche littéralement des combats à caractère social qui touchent les plus démunis et les «exclus» de notre société. Voir même un sabotage de toutes actions qui se veut dans le sens du progrès social. Nous voici donc dans un grand dilemme, à savoir que les centrales syndicales militent pour leurs

intérêts propres, qu'ils sont avant tout partisans et préconisent un dialogue et non la confrontation avec l'État. Finalement, qu'ils empêchent ainsi plusieurs mouvements et milieux militants de se regrouper afin de mener une lutte d'une plus grande envergure et qui touche plusieurs causes dont la lutte à la pauvreté, l'environnement, ainsi de suite.

SOLIDARITÉ?

En 1971, le manifeste de la FTQ avait pour titre « L'État, rouage de notre exploitation ». À l'instar de la FTQ d'aujourd'hui, les autres syndicats ont eux aussi abandonné toute trace de combativité ainsi que la solidarité qui l'accompagnait. Nous faisons aujourd'hui face à des centrales syndicales devenues complaisantes auprès des patrons et de l'État. Afin de favoriser sa propre image et de pouvoir se féliciter de ses actions de relations publiques annuelles, les grands syndicats québécois mènent de grandes campagnes de « luttes » ultramédiatisées. Cependant, en dehors de ces campagnes de relations publiques, on n'aide personne et on lutte encore moins. On s'assoit sur les cotisations syndicales en rêvant aux succès financiers de la centrale. Si les syndicats étaient réellement solidaires, ils s'engageraient dans les larges luttes sociales avec une perspective de combat et pas celle d'intérêts corporatistes.

Si vous êtes choqué par les informations ou l'analyse qui ressort de ce texte, attachez votre tuque avec de la broche, la suite viendra dans la prochaine édition du P'tit MOT-DIT!. Tant que les grands syndicats protégeront l'État, la police et le capitalisme, l'équipe de rédaction sera là pour dénoncer leurs agissements et appeler à une réelle solidarité dans l'ensemble des luttes qui sont à faire!

François Maltais, Gabriel Laurin et David Clément